

NOTICE BIOGRAPHIQUE

COURBE André Jean Louis

Né à Illiers-Combray (Eure-et-Loir) le 9 mars 1921

Fils de Jean Pierre Maximilien Courbe, commis d'architecte, ancien élève du lycée Marceau, et de Suzanne Georgette Louise Thévard, SP

Employé de bureau à Chartres

Tué par obus rue Gabriel Péri (alors rue d'Amilly) à Chartres le 17 août 1944 à l'âge de 23 ans, ainsi que sa compagne Renée Pauline Louise CAVELIER, employée des PTT, âgée de 24 ans, qu'il accompagnait entre le domicile de ses parents et le bureau de poste

Victime civile des bombardements pour la libération de Chartres

« Mort pour la France »

André Jean Louis Courbe est né le 9 mars 1921 à Illiers (Eure-et-Loir), commune devenue Illiers-Combray¹ en 1971, à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain Marcel Proust (1871-1922), qui a décrit sous le nom de Combray ce chef-lieu de canton où habitaient ses oncle et tante Amiot dans *Du côté de chez Swann*, premier tome paru en 1913 de son roman *À la recherche du temps perdu*, œuvre monumentale de la littérature française appelée à être sans fin publiée, commentée, critiquée et traduite². En ce début des années 1920, l'auteur vient de se faire connaître d'un plus large public par le Prix Goncourt qu'il a reçu en 1919 pour le tome 2, *À l'ombre des jeunes filles en fleurs*.

Le père d'André, Jean Pierre Maximilien Courbe (Chartres 1889-Chartres 1933), est le fils de Jules Augustin Courbe (1862-1938) – fils d'un horticulteur de Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir) – et de Marie Lucie Paragot (1862-1896) – fille d'un menuisier de Mignéres (Eure-et-Loir) – remarié après son veuvage, à Paris X^e en 1898, avec Juliette Élisabeth Delogé, fille d'un fabricant bandagiste parisien, dont il aura un fils, Jacques, né le 1^{er} octobre 1900 à Chartres ; les Courbe-Delogé sont marchands de bonneterie à Chartres. Jean Courbe, entré au lycée Marceau de Chartres en 1893 à l'âge de 4 ans½, a fréquenté les classes primaires, la filière moderne de la 6^{ème} à la 3^{ème}, puis suivi la classe préparatoire aux écoles d'arts et métiers et tenté deux années de suite, sans succès, l'entrée à l'École nationale professionnelle d'Angers³ pour y préparer le concours d'entrée à l'école d'ingénieurs. Sur notre site, il est identifié sur la photo n° 282 de la classe d'Angers en 1904-1905. Il devient métreur en bâtiment à Chartres. Après deux années de service militaire⁴ (1910-1912) dans le 6^e régiment de hussards, il trouve un emploi dans sa spécialité comme commis d'architecte dans le cabinet Thévard à Illiers. Réserviste de l'armée active, il participe à la campagne d'Allemagne du 3 août 1914 au 2 août 1919 dans le régiment de cavalerie légère de Châteaudun, puis dans le 5^e régiment de cuirassiers, où il est promu brigadier le 3 novembre 1917 ; son attitude lui vaut une citation à l'ordre du régiment le 14 juillet 1918 (« *Brigadier attaché au service des renseignements. Le 12 juin 1918 s'est employé avec ardeur à seconder les observateurs du PD [?] du régiment dont le poste venait d'être retourné par un obus au cours d'un violent bombardement* »). Croix de Guerre avec étoile de bronze, enfin dans le 201^e régiment d'infanterie. Après cinq ans d'absence, il retrouve son poste dans le cabinet Thévard et épouse quatre mois plus tard à Illiers, le 15 décembre 1919, la fille aînée de son patron, Suzanne Thévard, âgée de 19 ans.

La mère d'André, Suzanne Georgette Louise Thévard (Chartres 1900-Chartres 2007), est la fille de Louis Adolphe Marie Henri Thévard (Chartres 1872-Chartres 1959) – fils d'un tailleur d'habits – commis d'architecte à Chartres, qui exerce ensuite comme architecte à Illiers de 1900 à 1930, et de Georgette Pauline Eugénie Boucher (Chartres 1879-Chartres 1962) – fille d'épiciers marchands de vins à Chartres – mariés en cette ville en 1899. Passé dans la réserve de l'armée territoriale le 1^{er} octobre 1912⁵, Louis Thévard est rappelé à l'activité par le décret de mobilisation du 1^{er} août 1914 et affecté au régiment Chartres-Paris jusqu'au 30 novembre 1914. Rappelé le 4 janvier 1915 au 29^e régiment territorial d'infanterie affecté au camp retranché de Paris, il passe le 31 mars 1915 au 20^e escadron du train des équipages, dont le dépôt est à Versailles, puis au dépôt du 13^e régiment d'artillerie (service automobile), avant d'être libéré du service militaire le 1^{er} octobre 1918. S'il n'est pas

¹ Nous conservons aux communes leur nom de l'époque en indiquant en note, s'il y a lieu, le nom de la commune actuelle.

² Pour un nouveau regard, le tout dernier ouvrage *Relire, repenser Proust : leçons tirées d'une nouvelle traduction japonaise*, de Kazuyoshi Yoshikawa, préface d'Antoine Compagnon, édition Collège de France, collection Conférences, 2021 (en livre numérique en accès ouvert sur <http://books.openedition.org/cdf/11753>)

³ https://www.chartresaelmarceau.com/formulaires/galerie_photos.php : Jean Courbe est identifié sur la photo n° 282 de la « classe d'Angers » 1904-1905 dans notre galerie de photos.

⁴ État signalétique et des services de Jean Courbe, classe 1909, recrutement de Chartres, matricule 547.

⁵ État signalétique et des services de Louis Thévard, classe 1892, recrutement de Dreux, matricule 949.

monté lui-même au front, il apporte sa contribution à la reconnaissance qui s'impose peu à peu dans chaque commune⁶ après la fin de la Grande Guerre. On lui doit à proximité d'Illiers le monument aux Morts de Bullou⁷, réalisé par le sculpteur parisien Georges Lelièvre (1869-1947) et inauguré le 6 mai 1923 ; et celui de Bouville⁸, réalisé par le sculpteur Étienne Camus (1867-1955), inauguré en sa présence le 1^{er} juillet 1923. Au terme de sa carrière, il réalise également les plans du clocher-porche et du mur-pignon ouest de l'église Notre-Dame de Mézières-au Perche⁹, rénovée en 1929.

Les familles Courbe et Thévard ont des ascendants d'origine modeste (journaliers, employés, artisans) originaires de petites communes de l'Eure-et-Loir rural. Notons cependant deux exceptions, du côté Courbe, un couple Jean Courbe-Madeleine Halgrain natif de Saint-Marc-du Cor (Loir-et-Cher) et, du côté Thévard, Amant Boucher, serrurier natif de Saint-Cyr-la-Rosière (Orne), dans les deux cas, communes limitrophes ou proches de l'Eure-et-Loir. La venue au chef-lieu du département commence autour du milieu du XIX^e siècle, par mariage ou/et en liaison avec une meilleure situation de l'emploi et un développement du commerce. La branche Thévard est originaire de Bonneval (Eure-et-Loir), où un Charles Thévard (31 mars 1738-13 mars 1794), fils de Charles Thévard, marchand, et de Marie Louise Piquet, est à son décès procureur à la Prévôté Royale de Bonneval. Acquis aux idées de la Révolution, son fils posthume Charles (13 mai 1764-7 mai 1804) est, à la naissance de son propre fils Louis Charles à Bonneval, le 4 Brumaire An III, soit le 25 octobre 1794, agent national¹⁰ de la commune de Bonneval, fonction jacobine créée sous la Révolution pendant la Terreur pour assurer la représentation du gouvernement auprès des administrations communales. Lorsqu'il meurt le 7 mai 1804, sous le Premier Empire, il est greffier de la justice de paix du canton de Bonneval. Son fils Louis Thévard, quant à lui, est clerc de notaire à Meslay-le-Vidame quand il se marie le 12 septembre 1826 avec Marie Thérèse Désirée Auroy dans cette commune, où naissent leurs quatre enfants entre 1826 et 1832, parmi lesquels Henri Constantin, père de l'architecte d'Illiers. En feuilletant l'état civil et les recensements, nous l'identifions ensuite comme instituteur à Frazé (Eure-et-Loir) de 1832 à 1846 et, à partir d'octobre 1857, à Pézy¹¹ (Eure-et-Loir), où il meurt en activité à 66 ans le 30 novembre 1862. Outre le sens du service au pouvoir en place observé chez son père et son grand-père, sa carrière pourrait avoir été déterminée par l'existence d'un logement de fonction attaché au poste d'instituteur¹², élément non négligeable pour une famille nombreuse, et à la charge éventuelle de secrétaire de mairie, qui ouvre droit à une indemnité de la part de la commune.

Vers 1922, Jean Courbe quitte le cabinet Thévard, tenu à Illiers par son beau-père, et prend son indépendance en venant s'installer avec sa femme et son fils André comme métreur à Chartres, 3 Place Saint-André. Un second garçon, Michel Georges Jules (Chartres 1923-Paris 19^e 2014) naît l'année suivante. Comme leur père, les enfants font leur scolarité au lycée Marceau¹³ : André est inscrit en classe de Onzième le 1^{er} octobre 1926, suivi deux ans plus tard par son frère Michel. Les deux frères entrent alors dans une période très difficile. Le mariage de leurs parents est dissous le 24 juillet 1930. Ils restent tous deux avec leur père à Chartres. Leur mère réside maintenant à Paris, où elle est rejointe par ses propres parents, qui ont quitté Illiers pour la rue de la Convention à Paris XV^e. Elle se remarie le 9 mars 1931 avec Albert Frédéric Charles de Brettes¹⁴ (Paris II^e 1906-Antibes 1987), architecte formé à l'École des beaux-arts de Paris, fils de Marie Louis Joseph de Brettes¹⁵ (1861-1934), explorateur de l'Amérique du sud, géographe et photographe, et de Hélène Delfine Brusselaars, fille d'architecte. La scolarité 1931-1932 d'André fléchit : il redouble la classe de Sixième en 1932-1933 et améliore ses résultats. Le 31 mars 1933 vers 15 heures, Jean Courbe, qui devait métrer des travaux de réaménagement à l'hôpital de Chartres, monte sur l'appui d'une fenêtre du deuxième étage, mais fait une chute mortelle¹⁶. Aussitôt, comme indiqué sur le registre du lycée, André (12 ans) et Michel (10 ans), sont pris en charge jusqu'à la fin de l'année par leurs grands-parents Courbe/Delogé, qui habitent 6 rue de la Clouterie. Par la suite, leurs grands-parents Thévard/Boucher reviennent habiter à Chartres, 3 Place Saint-André, et deviennent les correspondants d'André et Michel, qui sont maintenant pensionnaires au lycée Marceau. En 1938-1939, André redouble la classe de Première A' ; Michel est quant à lui en Seconde. Les registres font figurer à la fois leur beau-père de Brettes et leur grand-père Thévard dans les rôles de parent et de correspondant, mais en les échangeant : partage des

⁶ La commune de Villeau (Eure-et-Loir), une des dernières à n'en pas avoir, a inauguré son monument aux Morts le 13 octobre 2017, c'est-à-dire le jour même où a eu lieu à Chartres la cérémonie marquant le transfert, presque 100 ans après son inauguration le 14 octobre 1923, du monument Morts du Lycée Marceau de la cour d'honneur de l'ancien lycée situé rue Saint-Michel dans le domaine public square Noël-Ballay, *L'Écho Républicain* des 13 et 15 octobre 2017.

⁷ <https://monumentsmorts.univ-lille.fr/monument/14199/bullou-place/> Compte-rendu de l'inauguration dans *Le Journal de Brou* du 9 mai 1923. Bullou a fusionné le 1^{er} janvier 2018 avec Dangeau et Mézières-au-Perche dans la commune nouvelle de Dangeau (Eure-et-Loir).

⁸ <https://monumentsmorts.univ-lille.fr/monument/59506/bouville-presdeleglise/?elm=1> Compte-rendu de l'inauguration dans *Le Messager de Bonneval, Voves et Orgères* du 7 juillet 1923.

⁹ <https://www.sauvegardeartfrancais.fr/wp/wp-content/uploads/mezieres-au-perche.pdf>

¹⁰ Projet de décret présenté par le Comité de Salut Public le 28 brumaire an II (18 novembre 1793) et adopté par la Convention nationale le 14 frimaire an II (4 décembre 1793).

¹¹ Ancienne commune d'Eure-et-Loir intégrée par fusion avec celle de Theuville le 1^{er} janvier 2016 dans la commune nouvelle de Theuville.

¹² Dans la riche collection des plans réalisés par les instituteurs d'Eure-et-Loir à la demande de l'inspecteur d'académie pour l'exposition universelle de 1868, conservés aux archives départementales d'Eure-et-Loir (séries 4 et 5 Fi), il n'y a ni plan de la commune de Frazé, ni plan d'école. Sans doute le jeune instituteur figurant au recensement de 1866 n'a-t-il pas réussi à mener à bien cette réalisation.

¹³ AD28, 1476 W : registres des résultats des élèves par année scolaire.

¹⁴ Il est titulaire du diplôme d'État d'architecte le 15 novembre 1933 (anciennement architecte DPLG). <https://agorha.inha.fr/ark:/54721/fc420fd5-d807-4022-a5ac-c8a17ab474d5>

¹⁵ http://www.scielo.org.co/scielo.php?pid=S0122-88032015000200005&script=sci_abstract&tlang=fr . <https://cths.fr/an/savant.php?id=113989> .

¹⁶ Article de presse relatant l'accident et avis d'obsèques dans *L'Indépendant d'Eure-et-Loir* du 4 avril 1933.

responsabilités ou erreur de transcription ? Le grand-père Jules Courbe décède le 18 novembre 1938. Au terme de l'année scolaire, Michel quitte Chartres et le lycée Marceau le 31 mai 1939 pour rejoindre sa mère et son beau-père de Brettes à Paris XIV^e, avenue du Parc Montsouris. André reste à Chartres auprès de ses grands-parents Thévard/Boucher pour préparer le baccalauréat philosophie, qu'il obtient dans les conditions particulières de la difficile année 1940. Dans notre galerie de photos, il figure, sans être identifié, sur les photos n° 224 (classe de 5^{ème} 1933-1934) et n° 117 (classe math-philo 1939-1940).

La période 1940-1944, qui fait vivre la France sous le gouvernement de Vichy et la main de fer de l'occupant nazi omniprésent, constitue une rupture avec la vie républicaine, ce qui explique que la vie d'André Courbe nous reste inconnue, malgré l'exploration, non systématique il est vrai, de dossiers propres à cette période aux archives départementales d'Eure-et-Loir (série 116 W), et aux archives municipales de Chartres (séries Hg 4-30 bis et Hg 4-315). Il ne semble pas entreprendre d'études supérieures, mais plutôt avoir trouvé un emploi (lequel ?) lui assurant une autonomie financière, tout en continuant d'habiter chez ses grands-parents. Il est concerné par le Service du Travail Obligatoire, le STO imposé aux jeunes gens nés en 1920, 1921 et 1922 recensés au titre des classes 1940, 1941 et 1942 dès le début 1943, soit 5271 recensés en Eure-et-Loir¹⁷. Il n'est pas désigné pour partir en Allemagne, soit qu'il ait été exempté, soit, plus vraisemblablement, qu'il ait travaillé pour une administration, qui a perdu une partie de ses effectifs, prisonniers en Allemagne, ou encore que son emploi ait été jugé indispensable par l'occupant pour maintenir l'activité de son employeur. Son frère Michel, né en 1923, est quant à lui recensé à Chartres en mars 1943¹⁸ au titre de la classe 1943.

Le nom d'André Courbe¹⁹ apparaît, associé à celui de Renée Cavelier²⁰, au terme des combats pour la libération de Chartres²¹, qui commencent au début de l'après-midi du 15 août 1944 et se terminent à la fin de la matinée du 19. La libération de Chartres commence le 15 août 1944 par l'arrivée des premiers éléments de l'armée américaine. Le 16 août vers 10h 30, la 7^e division d'infanterie américaine du Major General Lindsey McDonald Silvester fait son entrée dans la ville, tandis que les FFI délogent les Allemands du cimetière Saint-Chéron au prix de pertes, parmi lesquelles notre ancien élève Michel Havet. Le jeudi 17 août 1944, un calme relatif règne sur le centre ville, sous la protection des FFI et des premiers GI's américains. Mais des FFI se battent aux Trois-Ponts contre les Allemands, regroupés et toujours présents dans la périphérie est et sud de la ville, quartier Saint-Brice, villages du Puits-Drouet et du Coudray, Luisant. On craint de leur part une contre-offensive sur le centre ville. Chartres est toujours sous les obus et on entend constamment des détonations suivies d'explosions : tirs allemands depuis leurs batteries du Coudray sur les Trois-Ponts où les FFI de Gabriel Herbelin, alias *Duroc*²², doivent les empêcher de remonter en ville en attendant l'arrivée plus importante de troupes américaines, tirs allongés jusqu'au quartier et rond-point Chanzy ; tirs d'artillerie américaine autour de 15 heures depuis Poiffonds, hameau du secteur ouest de Lucé, sur les Trois-Ponts, mais allongés sur la ville, entraînant une riposte allemande ; tirs d'origine inconnue sur la ville. Des obus tombent toute la journée, faisant à Chartres et à Luisant des victimes civiles supplémentaires à l'écart des zones d'affrontements directs. Vers 15h, des tirs atteignent la rue d'Amilly (rebaptisée rue Gabriel-Péri au lendemain de la libération), faisant deux morts et un blessé²³, qui survivra. Ils tuent dans la rue un couple de jeunes gens²⁴, André Courbe, employé de bureau domicilié 3, Place Saint-André, et Renée Cavelier, employée des PTT, qui habite avec sa famille au numéro 61 de la rue d'Amilly. Cette rue conduisant de la place des Épars, non loin de la poste, jusqu'aux limites de Lucé en direction du village d'Amilly, on peut penser que la jeune femme se déplaçait entre son domicile et son lieu de travail, en début du service d'après-midi ou en fin de service du matin²⁵ et que Jean Courbe l'accompagnait dans ces jours chargés d'espoir pour la paix bientôt retrouvée, mais pleins de risques en raison de combats acharnés menés par les FFI et les troupes alliées montant vers Paris pour chasser les Allemands de la ville et de sa périphérie. Peut-être ces deux jeunes ont-ils le secret espoir de se marier bientôt ?

Renée Pauline Louise Cavelier, née à Strasbourg (Bas-Rhin) le 14 juin 1920, est la fille de Georges René Cavelier (Elbeuf 1890-Ivry-sur-Seine 1979), maréchal des logis chef, fils de tisseurs natifs d'Elbeuf (Seine-Maritime), et de Pauline Alice Albertine Heid (Lunéville 1888-Luisant 1964), fille de Henri Heid et Caroline Biehler, natifs de Saverne (Bas-Rhin). Son père²⁶, qui a participé à la campagne d'Allemagne du 3 août 1914 au 8 août 1919 dans des régiments d'artillerie à pied, reste

¹⁷ AD28, 116 W 137, situation de l'Eure-et-Loir au 8 avril 1943 pour le STO : recensés 5.271, exemptés 4.053 (cultivateurs 3.306, SNCF 97, anciens militaires 30, étudiants 157, PTT 49, police 23, inaptés 391), déjà partis 639 (pour l'Allemagne 392, parmi lesquels notre ancien élève Jean Pinault, qui a quitté Chartres mais a rejoint la résistance intérieure bretonne <https://maitron.fr/spip.php?article203454>, pour l'organisation Todt 247) ; déjà convoqués, défaillants 59 (« qui ont quitté leur domicile et ne pourront être utilisés qu'après des recherches qui s'avèrent très longues », écrit le préfet à son autorité de tutelle), non encore convoqués 520 (dont 123 fonctionnaires).

¹⁸ Archives municipales de Chartres, Hg 4-30 bis.

¹⁹ <https://fusilles-40-44.maitron.fr/?article245432>

²⁰ <https://fusilles-40-44.maitron.fr/?article247101>

²¹ Chronologie d'après Roger Joly, *La libération de Chartres/Récits et témoignages rassemblés et commentés*, Paris, Le Cherche-Midi éditeur, 1994 ; Éric Santin, *1944/Eure-et-Loir/Derniers combats*, édité par l'auteur, Bernardets-Dessus, 2009.

²² Gabriel Herbelin « Duroc », *Notre Histoire. Libération-Nord en Eure-et-Loir. Maquis de Plainville*, imprimé à compte d'auteur, 3^e trimestre 1984.

²³ Il s'agit d'Albert Armand Fontaine, magasinier, domicilié 117 Rue d'Amilly, cité parmi les civils blessés hospitalisés à l'hôpital de Chartres dans *L'Indépendant d'Eure-et-Loir* du 22 août 1944, toujours présent sur les listes électorales de Chartres pour 1945 et 1946.

²⁴ Dossiers de décès, Service historique de la Défense AVCC Caen, AC 21 P 323184 (André Courbe) et AC 21 P 328787 (Renée Cavelier).

²⁵ Nous gardons le souvenir que le bureau de poste de notre chef-lieu de canton ouvrait l'après-midi à 15h.

²⁶ État signalétique et des services de Georges René Cavelier, classe 1910, recrutement de Rouen-sud, matricule 528.

dans l'armée par rengagements successifs pris auprès de l'intendant militaire de Strasbourg et, devenu adjudant-chef le 1^{er} mai 1928, il est admis à cette date dans le corps des sous-officiers de carrière. Ayant obtenu l'autorisation de servir jusqu'à l'âge de 50 ans, il est affecté au 404^e régiment d'artillerie de DCA à Chartres le 8 juin 1939. Entraîné dans la débâcle de juin 1940, il est démobilisé à Toulouse le 10 septembre 1940, regagne Chartres et, ayant passé les 50 ans, devient retraité de l'armée en se fixant à Chartres avec sa famille. Renée (Strasbourg 1920-Chartres 1944) est l'aînée d'une fratrie de cinq enfants : Colette (Strasbourg 1922-Bois-Colombes 2006), Solange (Strasbourg 1923-Chartres 1945), Guy (Toul 1933-Bagnolet 1983), Nicole (Marcq-en-Barœul 1935-Canada 2008). Les filles aînées sont employées des PTT.

Le 19 août 1944, la mairie de Chartres enregistre à 16h le décès « *le 17 août 1944 à 15 heures* » de Renée sur le registre d'état civil, et à 16h10, immédiatement après, celui d'André, dans les deux cas sur la déclaration de M^e Jehan Maintrieu, notaire honoraire, domicilié 9 rue Noël Parfait, demeure portant la plaque « *Maison natale du moraliste Pierre Nicole*²⁷ (1625-1695) ». En homme de l'art ayant rassemblé les éléments d'état civil indispensables et se substituant à un déclarant de la famille ou proche de la famille, M^e Maintrieu assiste le service de l'état civil en cette année troublée de 1944 ; il figure également comme déclarant sur les actes de décès de nos anciens élèves Jacques Arzac, Jacques Dhervillers et Maryvonne Lemare, tués dans le bombardement du 26 mai 1944, et sur celui de Michel Havet, tué dans les derniers combats du cimetière Saint-Chéron.

Le dimanche 20 août 1944, dans une ville en liesse, car enfin libérée, une cérémonie officielle en la cathédrale permet de rendre hommage à toutes les victimes civiles et militaires de ces cinq journées, avant leur inhumation provisoire au clos Saint-Jean (clos Pichot puis aujourd'hui parc André Gagnon), le cimetière Saint-Chéron ayant été bouleversé par les combats de ces derniers jours. *L'Indépendant d'Eure-et-Loir*, qui avait interrompu sa parution en 1940, titre en Une de son premier numéro le 22 août 1944 : « *La Ville de Chartres a fait à ses défenseurs et aux victimes civiles des Nazis d'émouvantes funérailles* ». L'article du seul journal en mesure de paraître après la libération est le premier document faisant connaître à la population la liste provisoire des victimes, aussi bien que les noms des nouvelles autorités. *La Dépêche*, unique journal sous le gouvernement de Vichy, a sorti son dernier numéro les 14-15 août 1944. *L'Écho Républicain de la Beauce et du Perche* va reparaitre le 13 septembre en invitant ses lecteurs à voir dans son hall, rue du Bois-Merrain, l'exposition de photos des « *journées historiques de Chartres* », vendues au profit des familles des victimes, funérailles du 19 août, mais aussi celle du passage à Chartres du général de Gaulle le 23. Les archives départementales conservent dans la série 20 Fi des photos de ces deux dates, en partie légendées. Pour le 19, on y voit plusieurs chars funèbres tirés par des chevaux, portant les 40 cercueils de ce jour, suivis par les autorités civiles et militaires issues du Gouvernement Provisoire de la République Française, quittant la cathédrale (ses portails étant depuis 1939 entièrement protégés par des sacs de sable et ses 2 600 m² de verrières²⁸, déposés entre le 25 août et le 4 septembre 1939, cachées en partie en Dordogne ou restées dans la crypte, remplacées par du vitrex ou verre trempé utilisé dans la construction) entre une haie de soldats, arme au pied, en présence d'une foule nombreuse, endimanchée et enchaapeauté, passant de la joie de la victoire à l'émotion devant les corps des libérateurs. Sur l'une d'entre elles, derrière le préfet Jean Chadel, connu à Chartres pour avoir travaillé aux côtés du préfet Jean Moulin, et le sénateur André Le Troquer, représentant le Gouvernement Provisoire de la République Française, on reconnaît Maurice Clavel²⁹ (23 ans), le commandant *Sinclair* des FFI d'Eure-et-Loir, et son agent de liaison, la blonde Sylvia Montfort (21 ans), que les Chartrains appelleront parfois « Madame Sinclair » lorsque la comédienne reviendra jouer au théâtre de Chartres. Lycéens et lycéennes des années cinquante l'ont bien connue lorsque le voyage scolaire annuel à Paris les conduisait au Théâtre National Populaire, que dirigeait Jean Vilar au Palais de Chaillot, pour y voir *Le Cid*, *Cinna* ou *Le mariage de Figaro*.

Après la remise en état du cimetière Saint-Chéron, complètement bouleversé par les combats et les tirs d'artillerie, André Courbe et Renée Cavelier y sont inhumés côte à côte dans la tombe familiale Courbe-Paragot, n° 14 section 18, choix qui confirme que les jeunes gens se fréquentaient. Un avis de service à la mémoire de Renée Cavelier et André Courbe en l'église Saint-Pierre le 17 octobre 1944 est publié dans la presse³⁰ de la part des familles Cavelier, de Brettes, Courbe et Thévard ; il est suivi des remerciements de la famille. Un service anniversaire³¹ se déroule en l'église Saint-Pierre le 21 août 1945 « *à la mémoire de Renée Cavelier et André Courbe décédés tragiquement le 17 août 1944* ».

La famille Cavelier est soumise deux mois plus tard à une nouvelle épreuve : Solange Cavelier, âgée de 22 ans, décède au domicile de ses parents le 30 octobre 1945. Un avis d'obsèques³² pour le 2 novembre en la cathédrale de Chartres est publié de la part de ses parents, de son frère Guy, de ses sœurs Colette et Nicole, auxquels s'ajoutent les noms de Jean

²⁷ <https://www.universalis.fr/encyclopedie/pierre-nicole/> . Roger Joly, *Ils ont fait Chartres*, Paris, Éditions Delta Expansion, 1980, p. 69-71.

²⁸ Les vitraux de la cathédrale pendant la Seconde Guerre mondiale : <https://www.chartres-tourisme.com/la-cathedrale/>

²⁹ Admis à l'ENS de la rue d'Ulm (1938), agrégé de philosophie (1942), préparant une thèse sur le philosophe allemand Emmanuel Kant. Rallié à la Résistance en 1942.

³⁰ *L'Écho républicain de la Beauce et du Perche* des 15 et 27 octobre 1944, *L'Indépendant d'Eure-et-Loir* des 15 puis 16-17 octobre 1944.

³¹ *L'Écho républicain de la Beauce et du Perche* du 18 août 1945.

³² *L'Écho républicain de la Beauce et du Perche*, *L'Indépendant d'Eure-et-Loir* des 31 octobre et 5-6 novembre 1945.

Schwartz³³ « son fiancé », et celui de Michel Courbe, frère d'André, « futur beau-frère ». Nous ne pouvons que faire des hypothèses sur les causes du décès de cette fiancée, sans négliger l'effet sur elle du tragique décès de sa sœur en août 1944 et noter qu'une deuxième union entre les familles Courbe et Cavelier était en vue : initiée avant ou après le double décès encore dans toutes les mémoires ?

Dès septembre 1944, les familles entreprennent les démarches auprès du ministère des anciens combattants pour la reconnaissance de leurs enfants comme victimes civiles. La mère d'André et Michel Courbe réside maintenant à Évreux (Eure), où son mari Albert de Brettes s'est installé comme architecte et va collaborer au plan de reconstruction et d'aménagement de cette ville à partir de 1947, sous la direction de Pierre Bailleau. Le maire de Chartres rend compte qu'André Courbe a été « tué lors de la libération de Chartres ». Après avis favorable de l'autorité préfectorale concluant : « Tué lors de la libération de Chartres, le 17 août 1944 », la mention « **Mort pour la France** » lui est attribuée par avis du ministère des Anciens Combattants en date du 29 juin 1949. Le maire rend compte que Renée Cavelier « a été tuée par un obus lors de la libération de Chartres ». La même autorité concluant : « *M^{elle} Cavelier Renée a été tuée par bombardement allemand le 17 août 1944 à Chartres* », décerne son avis favorable et la mention « **Morte pour la France** » (*sic*) lui est attribuée par avis du Ministère des Anciens Combattants en date du 18 février 1947. Les noms d'André Courbe et de Renée Cavelier sont inscrits sur le monument aux Morts de Chartres, situé sur la Butte des Charbonniers, dans la liste alphabétique des victimes civiles de 1944, aile gauche. Celui d'André Courbe figure également sur le monument aux Morts des anciens élèves du lycée Marceau, dans le square Noël-Ballay, sur la liste des 45 noms gravés pour 1939-1945.

Bien conseillé par son beau-père Albert de Brettes, formé par lui puis par Eugène Baudouin, architecte et urbaniste³⁴, le frère d'André, Michel Georges Jules Courbe, entreprend des études d'architecture à l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris en 1947 et sort diplômé en architecture en 1952³⁵. Si, dans un premier temps, son acte de décès à Paris XIX^e le 9 novembre 2014 semblait montrer que son projet de mariage avec une sœur de Renée Cavelier n'avait pas eu de suite, l'acte de décès à Bois-Colombes le 17 avril 2006 de Colette Georgette Courbe, sœur cadette de Renée, précise qu'elle était divorcée de Michel Courbe. Leur mariage figure en effet sur la table décennale 1943-1952 de l'état civil de Chartres à la date du 21 novembre 1945.

La mère d'André Courbe, née Suzanne Thévard à Chartres le 26 mai 1900, est revenue vivre dans sa ville natale, peut-être après le décès de son mari Albert de Brettes à Antibes en 1987. Un rapprochement avec sa sœur Gisèle Thévard (Illiers-Combray 1914-Le Coudray 2006), qui vit à Chartres depuis les années 1950, veuve de Camille Lesourd depuis 1976, n'est pas à exclure. C'est dans sa ville natale qu'elle s'éteint en son domicile, 24 Rue du général Patton, le 2 mai 2007 à l'âge de 107 ans, âge confirmé par son acte de décès : étonnante longévité pour une personne née en 1900 ! Elle a vécu dans sa totalité le XX^e siècle et connu les deux guerres mondiales, dont la Seconde lui a enlevé son fils aîné André, quand l'espoir commençait à renaître. Son dernier domicile n'est pas éloigné de la Rue Gabriel Péri, anciennement Rue d'Amilly, où un obus a tué André Courbe et sa fiancée Renée Cavelier le 17 août 1944, à la veille de la libération de Chartres.

³³ Sur la liste électorale de Chartres pour 1952, un Jean Marie Schwartz, né à Paris 14^e le 15 août 1922, est adjoint technique météo au camp d'aviation de Chartres. Il décède à Carcassonne (Aude) le 23 octobre 1974.

³⁴ <https://www.universalis.fr/encyclopedie/eugene-beaudouin/>. En mémoire des élèves juifs des deux lycées de Chartres, nous soulignons que cet architecte est le co-auteur de la cité de la Muette à Drancy (1933), où les Nazis établissent en 1941 le sinistre camp d'internement de Drancy, point de départ pour le camp d'extermination d'Auschwitz (Pologne).

³⁵ <https://agorha.inha.fr/ark:/54721/ae235b52-05a4-441f-b942-28262983a7c3?database=7>